

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES	<b>Cadre réservé à l'administration</b>	
<b>DC4 - DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE <sup>(1)</sup></b> MARCHÉ DE TRAVAUX	Nom du sous-traitant :	
	N° Acte spécial	Version (initial, bis, ter,...)

(1) Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui doit être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire au pouvoir adjudicateur, soit avec l'acte d'engagement, soit après notification du [marché](#) [\[LYAA1\]](#) 

## A - Identification du pouvoir adjudicateur (acheteur)

■ Désignation du pouvoir adjudicateur :



**MINISTÈRE DES ARMÉES**  
Le directeur de l'ESID de METZ  
Etablissement du service d'infrastructure de la Défense-Caserne NEY-  
BP 30001- 57044 METZ Cedex 01

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) :

**Le directeur de l'ESID de METZ**  
Etablissement du service d'infrastructure de la Défense  
BP 30001- 57044 METZ Cedex 01  
Télécopie : 03 55 74 80 29 – Mail : [esid-metz.ach.fct@def.gouv.fr](mailto:esid-metz.ach.fct@def.gouv.fr)

## B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans la consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé du lot.)

Références à rappeler	
N° de projet <a href="#">[LYAA2]</a> : 	N° comptable :
N° de marché + date notification <a href="#">[LYAA3]</a> : 	
Objet du marché :	


## C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :  
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du ..... .

Contrat de sous-traitance daté du :

## D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) [\[LYAA4\]](#) : 

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
  
- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :
  
- Adresse électronique :
  
- Numéros de téléphone et de télécopie :
  
- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :
  
- Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
  
- En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

## **E - Identification du sous-traitant.**

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
  
- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :
  
- Adresse électronique :
  
- Numéros de téléphone et de télécopie :
  
- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :
  
- Code NAF :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant<sup>[LYAA5]</sup> :



(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère des armées uniquement **et** à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

## F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ **Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant<sup>[LYAA6]</sup>) :**



Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : ...

La durée du traitement est : ...

La nature des opérations réalisées sur les données est : ...

La ou les finalité(s) du traitement sont : ...

Les données à caractère personnel traitées sont : ...


Les catégories de personnes concernées sont : ...

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles<sup>[LYAA7]</sup> propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

■ Nature des prestations sous-traitées (préciser tranche/section technique/n° de poste de la DPGF ou du CCTP justifiant du prix du marché<sup>[LYAA8]</sup>) : 

Tranche concernée (le cas échéant)	Section(s) technique(s) concernée(s)	Nature des prestations sous-traitées Numéro(s) d'article CCTP ou DPGF	Montant de la sous traitance € HT
MONTANT TOTAL * (HT)			
JX DE TVA 20 % auto liquidé par le titulaire <sup>[LYAA9]</sup> 			
MONTANT TOTAL (TTC)			

\* Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts

Conformément à la loi de finances n°2013-1278 - article 25 du 29/12/2013, le maître d'ouvrage paie le sous-traitant agréé (ayant droit au paiement direct) sur la base hors taxe et l'entreprise principale autoliquide la TVA sur sa déclaration de TVA.


■ Dans les marchés de défense et de sécurité, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

■ Durée de la sous-traitance :   
PERIODE du <sup>[LYAA10]</sup>

■ Modalités de variation des prix :

☐ Prix fermes ☐ Prix fermes actualisables ☐ Prix révisables

Mois d'établissement des prix :

■ Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct<sup>[LYAA11]</sup> (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du code de la commande publique) :   
(Cocher la case correspondante.)

☐ OUI ☐ NON


## G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer : (joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ OUI ☐ NON  
(Cocher la case correspondante.)

## H - Capacités du sous-traitant.

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

H1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document<sup>[LYAA12]</sup>, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques : 

- Attestation fiscale à jour du paiement (année N-1) .....
- Attestation de versement des cotisations URSSAF datant de moins de 6 mois.....

- Liste de références justifiant des capacités techniques (prestations similaires), qualifications.....
- Extrait K Bis datant de moins de 3 mois.....
- Attestations d'assurances responsabilité civile et décennales de l'année en cours.....

**H2** - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :


- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

### I1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (\*) :

- dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (\*\*);
- dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐   
[LYAA13]

(\*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(\*\*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

**I2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :


Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :  
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ l'exemplaire unique n'a pas été délivré [LYAA14], 

☐ l'exemplaire unique a été délivré, mais le présent DC4 n'affecte pas le nantissement du titulaire [LYAA15] 

**1<sup>ère</sup> hypothèse** ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- OU
- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
- ☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2<sup>ème</sup> hypothèse** ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Comptable assignataire des paiements : Direction départementale des finances publiques des Landes  
23, rue Armand Dulamon – BP 309 – 40011 MONT DE MARSAN Cedex

## K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.



A , le

A , le [LYAA16]

Le sous-traitant :

Le soumissionnaire ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant (et en cas de paiement direct par le maître d'ouvrage, le représentant du pouvoir adjudicateur agréé également ses conditions de paiement).

A METZ, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

En cas d'envoi par télécopie OU par mail via la PLACE : joindre la lettre de notification contresignée ou l'accusé réception de la PLACE.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A , le

Date de la dernière mise à jour : juillet 2021